S'ÉTABLIR AU NORD DE LA FRONTIÈRE AMÉRICAINE : LES CANADIENS D'ORIGINE LATINO-AMÉRICAINE ET LE CAS PARTICULIER DU QUÉBEC[1]

VICTOR ARMONY

Victor Armony est professeur du FQRSC (Fonds de recherche du Québec - société et culture), le directeur des études du premier cycle au département de sociologie à l'Université du Québec à Montréal et professeur adjoint au département de sociologie et d'anthropologie à l'Université d'Ottawa. Il est également le rédacteur en chef de la *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, le directeur de l'Observatoire des Amériques à l'Université du Québec à Montréal, le directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, citoyenneté et démocratie, un membre du conseil d'administration de l'Association canadienne des études latino-américaines et des Caraïbes, et le codirecteur de l'axe de recherche (axe IV) du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ).

Le cas des Canadiens d'origine latino-américaine offre une occasion exceptionnelle d'examiner et de comparer comment les communautés minoritaires sont formées et transformées dans différentes sociétés d'accueil. Ces communautés sont façonnées différemment selon leur contexte social, et le Canada est un exemple particulièrement pertinent à cet égard en raison des deux environnements culturels dominants — basés sur des configurations politiques et territoriales — à l'intérieur du même pays : une majorité canadienne anglophone à l'échelle nationale et une majorité québécoise francophone dans la province qui se classe au deuxième rang au niveau de la population. En effet, l'étude des Canadiens d'origine latino-américaine peut nous fournir une perspective unique sur la citoyenneté telle que vécue par des individus appartenant à une diaspora, alors que cette population en croissance rapide s'installe et se développe en tant que partie intégrante d'une société multiethnique immigrante. De plus, il s'agit d'une société dont l'État est fortement décentralisé, qui possède un caractère bilingue protégé par la Constitution, et qui est marquée par la présence d'un grand nombre de

1 Les résultats de sondage trouvés dans ce texte proviennent d'un projet de recherche financé par le Social Sciences and Humanities Research Council of Canada. Les données ont été recueillies en collaboration avec Sébastien Arcand (HEC Montréal), avec l'appui de la Chambre de commerce latino-américaine du Québec grâce à un don du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

communautés autochtones, dont les revendications sont reconnues sur la base de leur propre culture distincte. Il n'est donc pas étonnant que, comparativement à la plupart des autres pays, le Canada projette une identité centrale moins forte et que sa vie collective soit conceptualisée, en grande partie, par le phénomène de « nations à l'intérieur de la nation ». De plus, étant donné que les liens sont plus serrés entre les Amériques, le Canada jouit d'une position très particulière et souvent sous-estimée en tant que grand pays qui ne fait pas partie du système d'opposition États-Unis/Amérique latine qui sous-tend la façon dont la réalité hémisphérique est communément conçue. C'est pour cette raison que l'étude des Canadiens d'origine latino-américaine peut enrichir la réflexion à propos de la formation de la diaspora latine d'une manière qui n'est pas nécessairement liée à un État-nation unique et fort ou qui fait l'objet d'un cadre culturel hégémonique.

Les Canadiens d'origine latino-américaine se sont établis ici au cours de plusieurs décennies — ceci ne s'est pas produit de façon graduelle, mais plutôt à travers l'arrivée de plusieurs vagues d'immigrants. Entre les années 1970 et 1990, la plupart des immigrants de l'Amérique latine venaient au Canada pour des motifs politiques (c.-à-d. fuyant la dictature militaire de l'Amérique du Sud et les guerres civiles de l'Amérique centrale). Cependant, depuis les années 1990, et de façon encore plus évidente durant les décennies suivantes, la plupart des individus originaires de l'Amérique latine au Canada ont été admis sous la « catégorie économique » : 70 % en 2012. Ceci signifie qu'en termes généraux, ils ont reçu la résidence permanente grâce à leur « potentiel d'employabilité » en tant que « travailleurs qualifiés » au Canada, un statut qui leur est accordé selon leur niveau de scolarisation, leur expérience professionnelle démontrable dans les « professions admissibles », et leurs connaissances suffisantes des langues officielles, entre autres facteurs. Toutefois, l'origine de classe surtout moyenne des Latino-Canadiens ne se traduit pas nécessairement en un statut socioéconomique plus élevé une fois établi dans la société d'accueil : le taux de personnes à faible revenu est plus élevé chez les Latino-Américains que chez les autres groupes d'immigrants (exception faite des Canadiens noirs et arabes) et, curieusement, cet écart est beaucoup plus grand au Québec. Comme groupe minoritaire, les Latino-Canadiens ont les revenus moyens les plus faibles : 26 241 $ (dollars canadiens, 2006) comparativement à 28 231 $ pour les Canadiens noirs, 29 441 $ pour les Canadiens arabes et 31 102 $ pour les Canadiens de l'Asie du Sud. Toutefois, le taux de chômage est plus faible parmi les Latino-Américains (9 %) que parmi les Canadiens noirs (10,6 %) et les Arabes (13 %), un fait qui semble confirmer les données qualitatives suggérant que les Latino-Canadiens sont plus enclins à accepter des emplois offrant des salaires plus faibles ou du travail au noir. Cette tendance se manifeste également parmi les Latino-Américains hautement scolarisés (avec des diplômes universitaires) : leur salaire moyen est de 42 636 $ (32 836 $ au Québec), alors que le revenu moyen pour tous les travailleurs appartenant à un groupe minoritaire possédant un diplôme universitaire est de 47 113 $ (39 582 $ au Québec).

Si nous considérons la définition la plus étroite possible et que nous définissons un « Latino-Américain » comme toute personne née dans un pays de l'Amérique latine (c'est-à-dire, les immigrants de la première génération), nous pouvons constater que ce groupe représente tout juste 6 % de tous les immi-

grants au Canada. Toutefois, son taux de croissance est environ trois fois plus fort que celui de la population immigrante générale (32 c. 10 % entre 1995 et 2001 ; 47 c. 12,7 % entre 2001 et 2006 ; 49 c. 12,9 % entre 2006 et 2011), à cause de la part accrue des nouveaux arrivants de l'Amérique latine, la plupart étant arrivés de la Colombie, du Mexique, du Pérou et du Salvador au cours des quinze dernières années. Curieusement, les Latino-Américains représentent près de 11 % de tous les immigrants au Québec ; ils représentent donc proportionnellement le double de la taille de cette communauté au niveau national. Étant donné cet influx, la population latino-américaine au Canada, par rapport à ses origines nationales, reflète une diversité beaucoup plus vaste que celle que l'on peut observer aux États-Unis, où 63 % des Hispano-Américains déclarent avoir des origines mexicaines, 9,3 % des origines portoricaines, et 3,5 % des origines cubaines. Au Canada, trois nationalités principales — mexicaine, colombienne et salvadorienne — représentent seulement, respectivement, 17,8 %, 14,2 % et 11,9 % de la population latine totale. Nous devons également garder à l'esprit que sept Colombiens sur dix (l'origine prédominante parmi la première génération de Latino-Canadiens) ont immigré après 2001, ce qui fait de cette communauté une communauté considérablement jeune. Sur une plus longue période de temps, le taux de croissance de la population latine au Canada est encore plus frappant : par exemple, entre 1971 et 2011, le nombre d'individus ayant l'espagnol comme langue maternelle a plus que décuplé à Toronto (7 155 et 75 305 respectivement) et à Montréal (8210 et 82 953). En bref, les Latino-Canadiens sont un groupe qui est relativement nouveau et encore en formation, et qui grandit rapidement, surtout dans la province francophone du Québec.

Des données provenant du recensement de 2006 démontrent que le deux tiers des individus qui ont signalé appartenir à une origine ethnique de l'Amérique latine (suite à une question portant sur leur ascendance) se sont aussi identifié comme étant membres de la communauté latino-américaine (dans une question sur les soi-disant « minorités visibles », c.-à-d. les individus non blancs). L'autre tiers est distribué comme ceci (selon les catégories définies par Statistique Canada) : 29 % « pas une minorité visible », 2 % « noir », 1 % « autochtone » et 2 % « minorité visible multiple ». Mais ces proportions peuvent varier grandement lorsque nous prenons en considération les originales nationales. Les immigrants qui déclarent que leur nationalité d'origine est de l'Amérique centrale (les Salvadoriens, Nicaraguayens, Guatémaltèques, et Honduriens) sont plus enclins à se considérer comme étant des membres de la minorité des Latino-Américains (80 % ou plus), et ceux provenant du Cône Sud (Paraguayens, Brésiliens, Argentins, Uruguayens) ne s'identifient généralement pas en ces termes (43 % ou moins). Les Vénézuéliens et les Mexicains se trouvent quelque part au milieu (51 à 53 %). Une autre différence se marque lorsque l'on compare les Latino-Américains de la première génération (nés à l'étranger) et leurs enfants (la seconde génération) : alors que 83 % d'immigrants latino-américains se déclarent comme étant des membres de communautés minoritaires, seulement 56 % de la seconde génération de Latino-Américains s'identifient comme tels. Il va sans dire que ces résultats sont impossibles à comparer aux données des États-Unis. Les concepts et la représentation sociale (par ex de la « race », de « Latino », etc.) sont extrêmement différents, comme le sont les politiques et les approches méthodologiques à la diversité ethnique déployés par les agences gouvernementales

dans les deux pays. Mais ce contraste peut quand même être utile comme moyen d'explorer les différentes formes de la « Latinicité » se développant dans le contexte nord-américain. D'un autre côté, il est aussi possible de spéculer que la réalité latino-américaine aux États-Unis est si importante — et elle va le devenir encore plus à l'avenir — que les Latino-Américains du Canada vont éventuellement se tourner vers le modèle de panethnicité des États-Unis. Si le multiculturalisme anglo-américain, de même que l'approche envers les relations raciales anglo-américaines, gagne du terrain au Canada anglophone, que va-t-il advenir des Latino-Américains québécois ? Vont-ils suivre la tendance continentale, vont-ils s'assimiler dans la société québécoise, ou vont-ils créer un autre mode d'identité diasporique ? Est-ce que la proximité linguistique peut jouer un rôle dans ces affinités culturelles et politiques ?

Des données de sondage sur les Latino-Américains au Canada montrent que la proportion relative de ceux qui déclarent l'espagnol comme langue maternelle est influencée par leur lieu de résidence : près du tiers (32,1 %) des Canadiens qui ont l'espagnol comme « première langue apprise à la maison durant l'enfance et encore comprise par l'individu » (tel que défini par Statistique Canada) vivent au Québec, mais la proportion d'immigrants nés en Amérique latine dans cette province est de 28,5 % (si nous excluons les Brésiliens parlant le portugais). Cet écart de cinq points de pourcentage pourrait signifier qu'il y a un plus fort taux de conservation de la langue espagnole parmi les Latino-Américains au Québec. Les Québécois francophones semblent, pour leur part, avoir une prédilection pour l'apprentissage de l'espagnol comme seconde langue. D'un autre côté, un phénomène intriguant se dessine lorsque nous tentons de prendre en compte la perception de soi des Latino-Américains au Québec comme étant des membres d'une « minorité visible » : les immigrants qui sont nés dans un pays de l'Amérique latine et qui vivent au Québec représentent 27,8 % de la population immigrante de l'Amérique latine totale au pays, mais ils représentent 30,8 % de tous les Latino-Américains de première génération au pays, tel que mesuré par Statistique Canada. Cet écart de trois points de pourcentage pourrait nous indiquer un sentiment d'appartenance plus fort envers une « minorité » au sein de la province francophone. En d'autres mots, le sentiment de communauté est affecté par la façon dont la société d'accueil conçoit les relations intragroupes et hors groupe. La proximité culturelle et linguistique ne se traduit pas nécessairement par une disparition des barrières entre les groupes.

Des données provenant de groupes de discussions montrent que les immigrants latino-américains au Québec sont généralement conscients de l'idée de l'« affinité culturelle » entre eux et la société francophone. Cette affinité est parfois perçue comme étant réelle (par ex, la proximité linguistique, le catholicisme, etc.), et parfois elle est rejetée comme étant un mythe (les Québécois étant perçu comme étant aussi « froids », « superficiels », « matérialistes » et « individualistes » que les autres Nord-américains, contrairement aux Latino-Américains). Ironiquement, lorsque le Québec est considéré comme étant culturellement et politiquement proche de l'Amérique latine, certains immigrants d'origine latino-américaine expriment une préférence envers le monde « anglo » à cause de son économie plus dynamique, de ses libertés individuelles plus vastes, et de son approche pragmatique (alors que le Québec est considéré comme ressemblant davantage à l'Amé-

rique latine : corrompu, accablé par la bureaucratie, guidé par l'idéologie, etc.). Selon eux, les « Anglos » seraient plus ouverts envers l'« Autre » que les « Francos » et offriraient davantage de possibilités aux minorités et aux immigrants. Les Latino-Américains sont également enclins à rapidement noter que les « ghettos » communautaires — c.-à-d. trop de « multiculturalisme » — ne sont pas socialement acceptables au Québec, et que l'intégration (notamment l'apprentissage de la langue) est considérée être un devoir civique. La réalité du trilinguisme (l'espagnol comme langue maternelle, plus l'anglais et le français comme nécessaire à l'embauche) est parfois considérée comme un fardeau, mais plusieurs le perçoivent comme un avantage, particulièrement pour leurs enfants. Mais, même s'ils critiquent les travers de la société québécoise, les Latino-Américains perçoivent quand même les avantages de leur affinité culturelle avec les Québécois : la population francophone possède généralement des « stéréotypes positifs » à propos des Latino-Américains, qu'ils considèrent comme étant des citoyens fiables, travaillants et honnêtes (particulièrement lorsque comparés à d'autres groupes qui sont moins bien perçus).

En conclusion, si l'approche nord-américaine a besoin de prendre en compte une réalité basée sur deux pays (États-Unis/Canada), il pourrait être considéré que, dans les faits, il y a réellement trois sociétés d'accueil à prendre en considération. Le Canada possède une politique nationale sur le multiculturalisme en vigueur depuis les années 1970, alors que le Québec a établi une politique « interculturelle » officielle (qui se rapproche des modèles européens d'assimilation/sécularisation) associée à une culture publique plus collectiviste et centrée sur l'État. Le Canada a une politique fédérale sur l'immigration basée sur un système de point d'appréciation ouverte à tous les postulants qui est axée sur les facteurs économiques, alors que le Québec s'occupe de la sélection de ses propres « travailleurs qualifiés » (70 % de tous les immigrants) avec un système similaire, mais qui comporte une pondération différente accordée aux compétences linguistiques (accordant une préférence à la langue française) et à d'autres priorités (tels que les besoins du marché du travail provincial). En général, les principaux pays d'origine des immigrants au Canada en 2012 étaient la Chine, les Philippines, l'Inde, le Pakistan et les États-Unis, alors qu'au Québec, c'était la Chine, la France, l'Haïti, l'Algérie et le Maroc. Naturellement, étant donné ces origines nationales, les plus grandes minorités au Canada anglais sont les Asiatiques du Sud et les Chinois, alors qu'au Québec, c'est les Noirs, les Arabes et… les Latino-Américains. Les langues non officielles les plus parlées au Canada anglais sont le cantonais, le punjabi et le mandarin, alors qu'au Québec, les langues les plus parlées sont l'arabe et… l'espagnol. En bref, sur la base des tendances en immigration actuelles, même si nous mettons de côté les différences linguistiques et institutionnelles, le tissu social même du Québec démarque cette province de toutes les autres, et les Latino-Américains peuvent bien jouer un rôle significatif dans son évolution future.